



Cofinancé par
l'Union Européenne



SANTÉSUD
| GROUPE SOS |



Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes – 3INAYA

TERMES DE REFERENCE

Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de fundraising

Prolongation du délai de soumission

Secteur d'activité : Mobilisation des ressources, communication et fundraising

Type de contrat : Prestation de service (consultance)

Durée : 30 jours

Lieu de la prestation : Rabat, quartier Akari

Référence de l'appel d'offre : AOFUNDMAR22

Clôture le 30 juin à 23h55





Cofinancé par
l'Union Européenne



SANTÉSUD

| GROUPE SOS |



1. Informations générales

1.1. Santé Sud

Santé Sud est une ONG française de solidarité internationale qui agit pour le droit à la santé et à des soins de qualité pour tous·tes. Ses projets sont mis en œuvre selon une approche fondée sur les droits et l'égalité de genre, avec une méthodologie de santé publique visant la promotion d'un continuum de soins de qualité permettant le bien-être physique, psychique et social des populations.

Dans le cadre de ses programmes, Santé Sud accompagne les initiatives des acteurs·trices public·que·s et associatif·ve·s afin de faciliter l'amélioration et/ou la mise en place de structures durables, appropriées aux ressources humaines, économiques et techniques en agissant à partir de projets concertés qui laissent la maîtrise des choix aux acteurs·trices locaux·ales.

Au Maroc, Santé Sud accompagne depuis 2013 la protection des plus vulnérables dans différentes régions. Ses interventions ont porté d'abord sur une meilleure insertion sociale et professionnelle des mères célibataires au Maghreb puis, elles ont visé l'amélioration des conditions de vie des enfants et des jeunes sans protection familiale au Maroc. En 2022, l'ONG a appuyé la prévention et le dépistage du handicap chez les enfants sous soutien familial dans la région de Souss Massa.

Santé Sud met actuellement en œuvre 2 programmes au Maroc :

- Un programme de renforcement du système de santé dans la province de Boujdour ;
- Un programme de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), le projet 3Inaya dont fait mention lequel s'inscrit le présent appel d'offre.

1.2 Le Réseau LDDF INJAD

Le Réseau LDDF-INJAD contre la violence du genre, co-demandeur du projet 3Inaya, est une association marocaine membre et structure membre de la Fédération des ligues des droits des femmes. Le réseau est l'entité responsable de l'accueil et du soutien des femmes victimes de violences. LDDF-INJAD est composé des centres d'écoute, apportant des conseils juridiques et du soutien psychologique aux femmes victimes de violence basées sur le genre, et du centre d'hébergement TILILA pour les femmes en situation de détresse.

2. Contexte et justification

2.1. Le programme « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes »

2.1.1. Contexte de mise en œuvre

Le projet « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes » nommé "3Inaya" est mis en œuvre au Maroc dans 7 régions (Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, Béni Mellal-Khénifra, Marrakech-Safi, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Dräa-Tafilalet, Oriental). En ciblant chaque niveau de l'environnement des femmes, l'action vise un changement de paradigme concernant la perception des femmes et le respect de leurs droits, dont en premier lieu le droit à la santé, incluant la lutte contre les discriminations et violences basées sur le genre.

L'action répond également aux besoins des populations du Maroc où, alors que 50,2% de la population est de sexe féminin, les discriminations et violences basées sur le genre sont





Cofinancé par
l'Union Européenne



SANTÉSUD

| GROUPE SOS |



nombreuses. L'Enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes au Maroc montre que 57% des femmes ont subi au moins un acte de violence, surtout en milieu conjugal (52% des violences), que la violence touche davantage les moins instruites, les plus jeunes, les femmes sans activité professionnelle ou en situation de vulnérabilité. Les enfants sont aussi touchés : violence sexuelle chez les adolescentes recrutées comme domestiques, mariage de filles mineures, exploitation, prostitution. Les problèmes à traiter résultent d'insuffisances et de lacunes de mise en œuvre des décisions politiques en termes d'égalité et de carcans sociaux persistants tels que les stéréotypes socioculturels sexistes, encore très présents dans les médias, les manuels scolaire et les espaces de socialisation. Malgré les efforts déployés les services restent insuffisants pour couvrir les besoins et ne répondent pas aux normes de qualité requises : on y observe une stigmatisation importante des femmes et des survivant-es de VBG.

Le projet a pour objectifs :

Objectif global : Contribuer au renforcement du respect des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et à l'égalité femmes-hommes incluant la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et la protection des survivant-es.

Objectifs spécifiques :

- 1- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de promotion des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et de sensibilisation à la culture de l'égalité ;
- 2- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prévention des violences basées sur le genre ;
- 3- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prise en charge des survivantes dans les régions de Beni Mellal-Khénifra, Rabat-Salé-Kénitra et Casablanca-Settat avec un rayonnement national.

3. Définition de la prestation

3.1. Objectifs de la prestation

L'objectif général de la mission de l'expert.e en stratégie partenariale et financière est la co-élaboration d'une stratégie partenariale et financière avec les équipes du réseau LDDF-INJAD afin de pérenniser la mise en œuvre d'actions visant à promouvoir les DSSR et lutter contre les violences liées au genre.

Les objectifs spécifiques sont :

- 1- D'accompagner les équipes de la LDDF-INJAD à développer une stratégie partenariale et de communication dotée **d'un plan d'action pluriannuel** à travers la co-construction, la planification et à la mise en œuvre d'une stratégie d'approche et de collecte de fonds afin de pérenniser le fond de pris en charge pour les femmes victimes de violence ;
- 2- Former les membres du bureau de LDDF-INJAD au développement et au suivi d'une stratégie partenariale selon une méthodologie de formation-action à la recherche de fonds qui permettra par ricochet d'améliorer globalement la stratégie financière ;

3.2. Résultats attendus

Il est attendu de cette action les résultats suivants :



Cofinancé par
l'Union Européenne



SANTÉSUD

| GROUPE SOS |



- L'identification des besoins de financement et de potentiels partenaires dont des entreprises du secteur privé via la création d'une base de données ;
- La production d'un document de stratégie partenariale comprenant **un plan d'actions pluriannuel** et d'une stratégie de communication avec les partenaires dotée de plan d'actions de communications ;
- L'autonomisation de l'équipe de LDDF INJAD dans la planification et la mise en œuvre de la stratégie partenariale et recherche de fonds via le suivi des donateurs existants, les relances des donateurs ainsi que le suivi et l'analyse de ses dons.
- L'autonomisation de l'équipe de LDDF INJAD dans la communication favorable au développement de la stratégie partenariale et de recherche de fonds ;

Les bénéficiaires directs de l'activité sont la coordinatrice projet, la chargée de communication, la responsable administrative et financière, une coordinatrice régionale et 3 membres du bureau du Réseau LDDF INJAD.

3.5 Méthodologie

Comme mentionné dans les objectifs et résultats, il est attendu un important apport méthodologique de la part de l'expert.e. La prestation ne se limite pas à la construction d'un plan d'action pluriannuel mais vise **l'autonomisation du Réseau LDDF-INJAD dans le développement et la mise en œuvre d'une stratégie partenariale financière**. Ainsi, le prestataire devra proposer une méthodologie détaillée adaptée aux différents objectifs en veillant à maintenir une **démarche participative**, indispensable à la conduite de ce travail.

- La mission de l'expert.e débutera par une réunion de cadrage organisée par Santé Sud en présence du réseau LDDF-INJAD. Cette réunion apportera des compléments d'informations, décrira l'environnement d'intervention et définira clairement les résultats attendus.
- L'expert.e s'entretiendra avec LDDF INJAD afin d'établir un diagnostic et évaluer les connaissances et les besoins en renforcement de compétences de LDDF INJAD. Le diagnostic sera mené avant la mise en œuvre de la formation action.
- Une note méthodologique sera présentée à Santé Sud et à LDDF INJAD à l'issue du diagnostic des besoins. Cette note présentera la stratégie d'intervention de l'expert.e auprès de LDDF-INJAD.
- L'expert.e renforcera les compétences de LDDF-INJAD via la **méthodologie de la formation-action**. Cette méthodologie s'effectue par l'action de ses participants, c'est-à-dire que chaque participant se forme dans l'action avec l'objectif d'apprendre de manière plus efficace tout en apportant sa propre contribution.

3.5 Zone et durée de conduite de la prestation

La prestation se déroulera à Rabat. L'ensemble des réunions et du travail de formation devront se faire en présentiel à Rabat au sein des bureaux de LDDF-INJAD au N°40 Larabi Hakam, Quartier El Akkari , Rabat. La consultation sera confiée à un.e expert.e national sur une durée de 30 jours se décomposeront comme suit :

- 12 jours de travail préparatoire des interventions et d'écriture de rapport ;
- 18 jours d'accompagnement du Réseau LDDF INJAD :
 - Juillet 2023 : Deux jours de diagnostic début du mois puis 3 jours pour débiter la formation action identification fin juillet.





Cofinancé par
l'Union Européenne



SANTÉSUD

| GROUPE SOS |



- Septembre : quatre jours (2 journées début du mois et 2 journées fin du mois)
- Octobre : quatre jours (2 journées début du mois et 2 journées fin du mois)
- Novembre : 2 journées ;
- Décembre : 2 journées ;
- Janvier : 1 journée

L'expert.e sera autonome dans la mise en œuvre logistique de la mission. Ceci concerne notamment les déplacements, hébergements, l'achat de matériel pédagogique (photocopies, impression de documents). Toutes ces dépenses sont à la charge du consultant et compris dans ses honoraires.

4. COMPOSITION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES

4.1. Profil et compétences attendues

L'expert.e en stratégie partenariale et financière appelé à élaborer la stratégie et le plan d'action pluriannuel et de former l'INJAD en vue de son autonomisation, devra avoir le profil suivant :

- Etre titulaire d'un bac + 5 au moins en économie, finances ou en sciences sociales tout autre diplôme ayant trait aux activités de mobilisation des ressources/fundraising ;
- Disposer au minimum de 5 années d'expériences pertinentes et avérées dans la pratique de mobilisation de ressources et d'accompagnement de structures de l'organisation de la société civile ;
- Avoir une bonne maîtrise des mécanismes de financement des actions de développement et de renforcement de la société civile au Maroc et du fonctionnement du dispositif responsabilité sociale et environnementale (RSE) dans le secteur privé ;
- Avoir une très bonne connaissance des donateurs du secteur privé marocains ;
- Avoir mené avec succès des formations actions ;
- Être formé à la prise en compte du genre.

L'expert.e devra avoir les qualités /capacités :

- De travail en équipe et relationnel
- De transmission des savoirs, de supervision, d'analyse et résolution des problèmes
- Excellente maîtrise du français (écrit / oral) et l'arabe.

Statut autoentrepreneur privilégié

4.2. Présentation de l'offre

4.2.1. Offre technique :

Les candidat.es sont prié.es d'introduire leur dossier reprenant les éléments suivants en langue française :

- Lettre de motivation et CV détaillé présentant les références et expériences similaires ;
- Note méthodologique sur l'exécution de la prestation montrant la bonne compréhension des termes de référence de la mission, du contexte et des enjeux de la prestation, la méthodologie détaillée et intégrant une proposition détaillée pour le calendrier de mise en œuvre ;





Cofinancé par
l'Union Européenne



SANTÉSUD

| GROUPE SOS |



- Tout partage de prestation antérieure ou de résultats antérieurs illustrant les capacités de conduite de la prestation ;
- Identité physique et fiscale du soumissionnaire (copie du registre de la chambre du commerce ou du Numéro d'identification fiscal) ;
- Rapports, plans ... tout document précédent partageable réalisé lors d'une mission similaire.

4.2.2. Offre financière détaillée et libellée en euros et faisant apparaître à minima les rubriques suivantes (**maximum 1 page**) :

- Honoraires ;
- Transports internationaux, si nécessaires ;
- Frais de déplacement et de perdiem ;
- Autres dépenses.

Pour cette prestation, le/l'expert.e dispose d'un **budget maximum de 98000 MAD HT (facture HT)**. L'offre doit être adressée à Santé Sud et soumise à l'adresse email suivante : bouchra.elabdaoui@santesud.org, ap.maroc@santesud.org au plus tard **le 30/06/2023** à 23h55(heure du Maroc).

Seuls les soumissionnaires présélectionnés seront contactés.
Toutes les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées.
Santé Sud se réserve de clôturer l'appel d'offre avant terme si une offre est jugée satisfaisante.

NB : Les dossiers de candidatures resteront la propriété de Santé Sud.

4.3. Principaux critères d'attribution du marché

Critères de sélection	Nombre de points
Enjeux de la prestation	20 pts
Note méthodologique d'intervention	30 pts
Capacités de respect des contraintes de réalisation	20 pts
Respect du calendrier	10 pts
Proposition financière	15 pts
Formation initiale pertinente	20 pts





Cofinancé par
l'Union Européenne



SANTÉSUD

| GROUPE SOS |



Expérience pertinente et suffisante en accompagnement d'organisation de la société civile à la création de stratégies et de plans d'action <i>fundraising</i>	30 pts
Expérience en formation participative type « formation-action »	20 pts
Connaissances et expériences avec le dispositif responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises du secteur privé	20

